



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

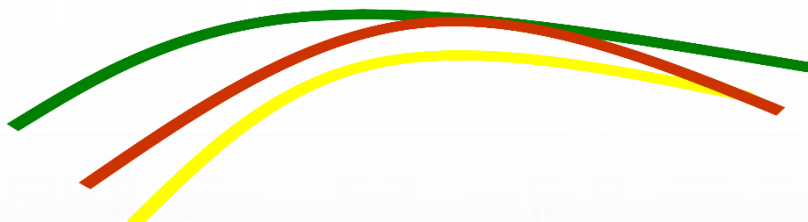
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROGRAMMATION DES
INVESTISSEMENTS PUBLICS

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS



ETAT ANNEXE DU BIP 2017

(2017 PIB annexed state)

STATUS OF THE EXECUTION OF EXTERNAL FUNDING PROJECTS
**(Situation d'exécution des projets à Financements
Extérieurs)**

Août 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	0
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	1
I. INTRODUCTION	4
II. METHODOLOGIE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES D'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS DU BIP 2017	4
1. Données collectées auprès de la CAA	5
2. Données collectées auprès des responsables des projets à financement conjoint ou des administrations.....	5
3. Réconciliation des deux bases de données	5
III. SITUATION DE L'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS	5
IV.PRINCIPALES DIFFICULTES ET PERSPECTIVES.....	7
1. Difficultés rencontrées dans l'exécution des financements extérieurs.....	7
2. Recommandations et perspectives.....	7
V. ANNEXES/APPENDICES	9

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACEFA	Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agropastorales Familiales
AEP	Alimentation en Eau Potable
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
APAPE	Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants en Afrique subsaharienne
ARSEL	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité
ASGIRAP	Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agro-Pastorales
BMN	Bureau de Mise à Niveau des Entreprises
BP	Budget Programme
BUCREP	Bureau Central de Recensement et d'Etudes de la Population
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAMERCAP-PARC	Cameroon Policy Analysis and Research Center
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CAON-FED	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur du Fonds Européen pour le Développement
CARPA	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat
CDBF	Conseil de Discipline Budgétaire et Financière
CDE	Camerounaise des Eaux
CES	Conseil Economique et Social
CFM	Centres de Formation aux Métiers
CFPE	Centre de Formation Professionnelle d'Excellence
CFPS	Centre de Formation Professionnelle Sectoriel
CMPM	Commission Ministérielle de Passation des Marchés
CNJC	Conseil National de la Jeunesse du Cameroun
CONSUPE	Services du Contrôle Supérieur de l'Etat
CPM	Commission de Passation des Marchés
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DPEFF	Direction de la Promotion Economique de la Femme et de la Famille
EAA	Agence intergouvernementale Eau et Assainissement pour l'Afrique
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
FERC	Fonds d'Expertise et de Renforcement des Capacités
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GP-IRDP	Projet de Développement Rural Intégré Chari Logone
INS	Institut National de la Statistique
IPD	Institut Panafricain pour le développement
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
IRENA	International Renewable Energies Agency
LIFIDEP	Livestock and Fisheries Development Project
LMOS	Living Modified Organisms
MEADEN	Mission d'Etude pour l'Aménagement De l'Extrême-Nord
MEAO	Mission d'Etude pour l'Aménagement de l'Océan
MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara

MINEPAT

MINAC	Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINT	Ministère des Transports
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux
PAAQSU	Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services rendus aux Usagers
PACA	Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole
PACD/PME	Programme d'Appui à la Création et au Développement des PME
PADMIR	Projet d'Appui au Développement de la Microfinance Rurale
PADY II	Projet d'Assainissement de Yaoundé (Phase II)
PAEPA-MRU	Projet d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement en milieu Rural
PAEPA-MSU	Projet d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement en milieu Semi Urbain
PAISS	Projet d'Appui aux Investissements dans le Secteur de la Santé
PAJER-U	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PAPA	Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole
PAUEPY	Programme d'Approvisionnement en Eau Potable de la ville de Yaoundé et ses

MINEPAT

	environs
PCFC	Projet de Compétitivité des Filières de Croissance
PDCVA	Projets de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles
PDFVMC-FEICOM	Programme de Décentralisation FEICOM-Villes Moyennes du Cameroun
PDICA	Programme de Développement Intégré Communautaire de l'Atlantique
PDUE	Projet de Développement des secteurs Urbains et de l'approvisionnement en Eau
PDRM II	Phase II du Projet de Développement Rural du Mont Mbappit
PDSN	Projet de Développement du Secteur de l'Energie
PER	Projet d'Electrification Rurale
PERIZ	Programme d'Exécution de la convention « Riz-Maïs » et de la convention « Manioc » (PERIZ-MAÏS-MANIOC)
PIAASI	Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
PIADEL-EN	Projet d'Investissement en Appui au Développement Economique dans l'Extrême-Nord
PIE	Projet d'Interconnexion des réseaux Electriques
PIFMAS	Projet d'Insertion Socio-Economique des Jeunes par la création des Micro-entreprises de Fabrication du Matériel Sportif
PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance
PMEAA	Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises Agricoles et Alimentaires
PNDP	Programme National de Développement Participatif
POP _s	Polluants Organiques Persistants
PPA	Projet de Performance des Administrations
PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
PTA	Plan de Travail Annuel
PULCI	Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations dans la Région de l'Extrême-Nord
RAP	Rapport Annuel de Performance
REDD+	Reducing Emissions from Deforestation and Degradation
REPEC	Research Paper's in Economics
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité
SPM	Services du Premier Ministre
SPRPB II	Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base Phase II
SWAP	Sector Wide Approach
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication

I. INTRODUCTION

Le Budget d'Investissement Public est un instrument de politique économique par lequel l'Etat met à disposition les infrastructures, les équipements et les services socioéconomiques pour l'amélioration des conditions de vie des populations et pour le développement du secteur productif.

Tenant compte de ce rôle essentiel du Budget d'Investissement Public, le Gouvernement l'a porté sur les aspects relevant des considérations clés et essentielles pour la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Pour le compte de l'exercice 2017, le BIP du Cameroun est financé à hauteur de FCFA 622,653 milliards en ressources extérieures (FINEXT).

L'exécution de ces ressources (FINEXT) s'est poursuivie dans un contexte marqué par un ralentissement économique qui a conduit le Gouvernement à conclure en juin 2017, un Programme Economique et Financier avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ce programme, appuyé par une Facilité Elargie de Crédits, visait entre autres, à renforcer la stabilité macroéconomique, consolider les finances publiques et à maintenir une politique d'endettement viable.

Ce contexte macroéconomique, jumelé aux différentes entraves à la bonne exécution des projets à financements extérieurs, ont astreint le Gouvernement à prendre des mesures pour un meilleur suivi de l'exécution des Financements Extérieurs et permettre ainsi un maintien viable de la politique d'endettement.

Ce document est un récapitulatif de la situation de l'exécution des projets à financements extérieurs (FINEXT) au titre de l'exercice 2017. Il fait état des difficultés rencontrées, ainsi que des recommandations formulées dans le cadre du suivi de l'exécution des projets à financements conjoints.

II. METHODOLOGIE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES D'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS DU BIP 2017

Au terme de l'exécution du BIP de l'exercice budgétaire 2017, les données d'exécution des financements extérieurs ont été collectées auprès des responsables de projets à financement conjoint ou des administrations lors de la revue au 4^{ème} trimestre et auprès de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

1. Données collectées auprès de la CAA

Les données d'exécution des financements extérieurs produites par la CAA pour le compte de l'exercice 2017 ont été collectées dans le cadre des travaux de rédaction de l'annexe BIP à la loi de règlement 2017.

2. Données collectées auprès des responsables des projets à financement conjoint ou des administrations

La collecte des données d'exécution des financements extérieurs auprès des projets s'est faite dans le cadre de la revue de l'exécution physico-financière du BIP au titre du quatrième trimestre de l'exercice 2017, tenue au mois de janvier 2018. Cette revue a été conduite par une équipe conjointe MINEPAT-MINFI-MINMAP. A cet effet, la fiche de collecte des données de l'exécution des fonds de contrepartie et des financements extérieurs a été préalablement transmise aux administrations et aux responsables de projets par le MINEPAT.

Les données ainsi collectées ont permis de constituer une base qui renseigne pour chaque projet, le montant des décaissements effectués par les bailleurs depuis le 1er janvier 2017.

3. Réconciliation des deux bases de données

A l'issue du traitement de chaque base de données, un travail de réconciliation a été fait pour arrêter une donnée provenant de l'une des deux bases pour chaque projet inscrit dans la Loi des Finances. Dans la quasi-totalité des cas, le maximum des deux informations a été retenu. Pour les autres cas, l'information collectée auprès du projet a été annulée. En effet, des échanges avec les responsables desdits projets, il est ressorti qu'il s'agissait des appels de fonds et non des décaissements effectifs.

III. SITUATION DE L'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS

Le Budget de l'Etat au titre de l'exercice 2017 en termes de financements extérieurs est de FCFA 622,653 milliards. De l'évaluation faite au 31 décembre de l'exécution des financements extérieurs, il ressort que la totalité des crédits a été consommée.

Toutefois, l'exploitation des données collectées auprès de la CAA a permis d'identifier les projets ayant bénéficié de décaissements bien que ne figurant pas dans la Loi des Finances 2017. Les détails relatifs auxdits projets sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Projets non budgétisés dans la Loi des Finances 2017 et ayant fait l'objet des décaissements

Projets	Montants Décaissés en 2017 (en milliers de FCFA)
APAPE	594 291
CAMPAGNE COTONIERE 2016-2017	13 119 140
GP-JRDP	2 240 016
PACA	1 257 341
PADMIR	69 739
PDCVA	1 709 920
PDRM II	250 000
PDEVMC-FEICOM	54 977
ADDUCTION D'EAU DANS 4 VILLES	11 130 905
AEP MEYOMESSALA	14 048 530
ALIMENTATION EAU 9 VILLES	26 992 427
ETUDES PIE CAMEROUN -TCHAD	369 957
PAEPA MRU	1 141 989
PAEPA MSU	3 281 604
PAUEPY	4 268 704
PDSN	7 146 228
PER II	197 839
PROJET DE RÉHABILITATION DES SYSTÈMES D'EAU POTABLE AU CAMEROUN	5 414 560
SONATREL	4 400 000
FERC N° 10	26 677
FERC N° 8	53 064
FERC N°12	141 505
PIADEL-EN	2 886 211
PNDP III	9 310 944
PORT DE KRIBI	258 813
PROJET DE RENFORCEMENT SECTEUR PUBLIC	188 766
PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE EN AFRIQUE CENTRALE. SAUVEGARDE DES ELEPHANTS D'AFRIQUE CENTRALE	35 872
CHAINE D'ABATTAGE (projet de construction d'entrepôts et abattoirs frigorifiques)	1 841 194
10 000 LOGEMENTS SOCIAUX	29 205 174
PROGRAMME D'INTÉGRATION DES VILLES CAMEROUNAISES	613 316
PROJET D'APPUI A LA DIASPORA CAMEROUNAISE EN VUE DU DEVELOPPEMENT	122 992
PROJET DE GESTION DES DÉCHETS HOSPITALIERS DANGEREUX	655 957
PAISS	1 067 917
PROGRAMME SANTÉ SIDA DANS LE CADRE D'UN SWAP	2 386 870
PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE 55 OUVRAGES D'ART EN SECTION PRÉFABRIQUÉE MODULAIRES EN ACIER SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE	3 275 200
ROUTE BAMENDA - ENUGU	511 439
ROUTE MBERE - NGAOUNDÉRE	1 647 753
TOTAL	161 817 831

Sources : CAA, MINEPAT

La persistance des décaissements des projets dont les crédits ne sont pas inscrits dans la Loi des Finances de l'exercice 2017 s'explique principalement par les retards observés dans l'exécution des projets à financements extérieurs des Loi des Finances des exercices antérieurs, qui entraînent un report des décaissements desdits projets aux exercices suivants. Ces retards s'expliquent entre autres par la faible maturation de certains projets ; le retard dans les procédures de passation des marchés et le non-respect des délais contractuels par certaines entreprises.

IV. PRINCIPALES DIFFICULTES ET PERSPECTIVES

Tout au long de l'exercice budgétaire 2017, l'exécution des projets à financements extérieurs (FINEXT) a connue certaines difficultés ayant ralenties leurs mises en œuvre. Des recommandations pour la levée de ces entraves ont été formulées, pour une meilleure exécution et un maintien viable de l'endettement.

1. Difficultés rencontrées dans l'exécution des financements extérieurs

Les projets à financement conjoint rencontrent certaines difficultés inhérentes à la budgétisation et au suivi des décaissements des financements extérieurs. Il s'agit entre autres de :

- la non prise en compte des besoins réels des projets en ressources extérieures lors de la budgétisation. Par conséquent, certains projets ont des dotations sous-estimées ou surestimées, ce qui a des conséquences sur la qualité de l'exécution de la Loi de Finances ;
- les difficultés dans la collecte des données de l'exécution des financements extérieurs.

En outre, des constats ont également été faits dans le cadre des travaux d'analyse des projets à financements extérieurs présentant de faibles taux de décaissement, à savoir entre autres :

- la problématique de la régulation des décaissements effectués au profit des projets bénéficiant de financements extérieurs ;
- l'absence d'alignement des procédures de passation de marchés publics de certains Partenaires Techniques et Financiers sur les textes en vigueur au Cameroun ;
- la contestation du dispositif fiscal en vigueur applicable à la commande publique sur financement extérieur (TSR, Droit d'enregistrement) ;
- l'écart des coûts constatés pour des projets a priori de mêmes natures et d'envergures ;
- la faible maturation des projets.

2. Recommandations et perspectives

Afin d'améliorer la qualité du suivi de l'exécution des projets à financements conjoints et le maintien viable de l'endettement, des recommandations ont été formulées et mises en application au courant de l'exercice 2018. Il s'agit notamment de :

- la mise en place d'une plateforme chargée de la réconciliation des données d'exécution des financements extérieurs provenant de différentes sources (MINEPAT, MINFI, CAA, MINMAP et Unités de Gestion des Projets) ;

- la saisine des bailleurs en vue de la mise à disposition mensuelle des informations sur les décaissements effectués au cours du mois a été initiée et permettra d'améliorer l'information sur l'exécution des financements extérieurs ;
- la saisine des bailleurs à l'effet d'opérationnaliser les mesures proposées dans le cadre des travaux d'analyse des projets à financements extérieurs présentant de faibles taux de décaissement à savoir, la clôture administrative formelle de certains projets, l'annulation de certains engagements, la restructuration du modèle de financement et la réallocation des reliquats de fonds ;
- envisager la conception d'une application informatique en vue de faciliter la collecte des informations et le suivi de l'exécution des financements extérieurs ;
- la saisine des Coordonnateurs/Chefs de projets en vue de la transmission, au MINEPAT, des rapports mensuels de l'exécution des projets ;
- la mise sur pied d'une plateforme d'examen des projets présentant de faibles taux de décaissements afin d'envisager des solutions aux problèmes rencontrés par lesdits projets et le cas échéant, des mesures de réallocation des ressources y afférentes ;
- un suivi plus accru caractérisé par une collecte plus exhaustive des données d'exécution des projets bénéficiant des financements extérieurs ;
- relativement à la problématique de la régulation des décaissements effectués au profit des projets bénéficiant de financements extérieurs, le Gouvernement s'est fixé, en accord avec ses partenaires technique et financier, des plafonds d'endettement annuels et s'est engagé à assainir le portefeuille des projets à financement extérieur en procédant à la réduction du volume des Soldes Engagés Non Décaissés (SENDS). Une Plateforme de régulation a été mise en place au MINEPAT.

Au courant de l'exercice 2018, une Circulaire complémentaire à la Circulaire 2018 relative à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, a été élaborée et apporte des éclaircissements sur la gestion des décaissements des fonds à financement extérieur (Points 6.1 ; 6.2 ; 6.3 et 6.4). Ces nouvelles dispositions permettront de réduire considérablement les écarts constatés entre le niveau des décaissements des FINEXT et le plafond défini dans la Loi des Finances.



V. ANNEXES/APPENDICES

07- MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION AND DECENTRALIZATION

15- MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE / MINISTRY OF BASIC EDUCATION

16- MINISTÈRE DES SPORTS ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE / MINISTRY OF SPORTS AND PHYSICAL EDUCATION

18- MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR / MINISTRY OF HIGHER EDUCATION

20- MINISTRE DES FINANCES / MINISTRY OF FINANCE

22- MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / MINISTRY OF ECONOMY,
PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT

25- MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES / MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

26- MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE / MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION

28-MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / MINISTRY OF ENVIRONMENT, PROTECTION OF NATURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT

29-MINISTÈRE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE / MINISTRY OF MINES, INDUSTRY AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT

30- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL / MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT

31- MINISTRE DE L'ELEVAGE, DES PÊCHES ET DES INDUSTRIES ANIMALES / MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES AND ANIMAL INDUSTRIES

32- MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE / MINISTRY OF WATER RESOURCES AND ENERGY

33- MINISTÈRE DES FORÊTS ET DE LA FAUNE / MINISTRY OF FORESTRY AND WILDLIFE

35- MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING

36- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS / MINISTRY OF PUBLIC WORKS

37- MINISTRE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES / MINISTRY OF STATE PROPERTY, SURVEYS AND LAND TENURE

38- MINISTRE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN / MINISTRY OF HOUSING AND URBAN DEVELOPMENT

10- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE / MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

13- MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE / MINISTRY OF WOMEN'S EMPOWERMENT AND THE FAMILY

15- MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS / MINISTRY OF POSTS AND TELECOMMUNICATIONS

2 -MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES / MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS

0- MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE / MINISTRY OF PUBLIC SERVICE AND ADMINISTRATIVE REFORM

9

[illegible]

[illegible]

Description of Activities	INDUSTRY INPUTS						WITH OTHER RESOURCES		LSD	GND	% INC. OF		
	SI	CT	MT	ST	PT	OT	% INC. OF	% INC. OF					
								% INC. OF	% INC. OF			% INC. OF	% INC. OF
Program 376 VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES ET GEOLOGIQUES / VALORIZATION OF MINERAL AND GEOLOGICAL RESOURCES													
Action 34 INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE / INCREASING GEOLOGICAL AND MINING RESEARCH													
Agrès à l'Appui des Projets de Recherche et de Capacités dans le Secteur Minier (PACASB) / Support for the implementation of Projects of Researching capacities of mining sector		4 000 000						1 584 563	1 584 563	100,00		1 584 563	100,00
Total Head : 39 MINISTERES DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPEMENT TECHNOLOGIQUE / MINISTRY OF MINES, INDUSTRY AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT		4 900 800	4 000 000					1 584 563	1 584 563	100,00		1 584 563	100,00
Head 330 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL / MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT													
Program 392 AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES / IMPROVEMENT OF PRODUCTIVITY AND COMPETITIVENESS OF VALUE CHAINS													
Action 91 DEVELOPEMENT DES FILIERES DE PRODUCTION VEGETALES / DEVELOPMENT PLANT PRODUCTION VALUE CHAINS													
Programme d'amélioration de la Productivité Agricole (PAPA) Composante Apail à la Diversification en zone cotealière / Improving agricultural productivity program (PAPA) component to support diversification in the cotton zone		1 000 000						-	-	-		-	-
Programme d'amélioration de la Compétitivité des petites exploitations en Afrique au Sud du Sahara / Sub-Saharan Africa Small-scale Farming Competitiveness Improvement Programme		2 000 000						-	-	-		-	-
Programme d'amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agricoles Familiales (ACEFA) / Improvement programs of the competitiveness of family farms (ACEFA)		2 000 000	2 000 000					6 973 739	6 973 739	100,00		6 973 739	100,00
Programme d'amélioration de la Productivité Agricole (PAPA/RCC) / Agriculture productivity improvement programme		1 000 000						-	-	-		-	-
Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agro-pastoral des Jeunes (PEAJ) / Agro-pastoral youth entrepreneurship promotion program		5 000 000	5 000 000					-	-	-		-	-
Projet d'appui au Développement des filières agricoles (PADFA) / Support project for the Development of Agricultural Commodities (PADFA)		500 000						-	-	-		-	-
Projet de Développement de la Riziculture/Piramide de Pécuniaire en zone de forêt pluviale/méridionale (PRODEUP) / Project development of raised rice forest zone plateau rain gauge bimodal		500 000						-	-	-		-	-
Projet d'intensification et de Développement des Marchés Agricoles (PIDMA) / Investment and development project of agricultural market (PIDMA) / FINEK		5 000 000	5 000 000					4 056 980	4 056 980	100,00		4 056 980	100,00
Action 93 REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE / REDUCTION OF CYCLICAL FOOD INSECURITY RISKS													
Programme de prêt de PAH / PAH contraient program		1 000 000						-	-	-		-	-
Program 393 MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURALET DE PRODUCTION / MODERNIZATION OF RURAL INFRASTRUCTURE AND AGRICULTURAL INPUTS													
Action 63 DEVELOPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL / DEVELOPMENT OF RURAL AREA INFRASTRUCTURE													
Projet de développement rural participatif et décentralisé de GRASPHELD II (GP DERLOUEP) / Development project of Participatory and Decentralized GRASPHELD II (GP DERLOUEP)		5 000 000						1 415 027	1 415 027	100,00		1 415 027	100,00
Projet d'appui au Développement Rural / MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL / MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT		23 000 000	23 000 000					12 445 746	12 445 746	100,00		12 445 746	100,00
Head 331 MINISTERE DES PECHESES ET DES INDUSTRIES ANIMALES / MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES AND ANIMAL INDUSTRIES													
Action 92 APPUI CONSEIL AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS / SUPPORT COUNCIL TO PRODUCER ORGANIZATIONS													
Projet d'appui aux associations de producteurs de poissons d'eau douce (PAPOD) / Support to OP's		8 950 000						9 150 000	9 150 000	100,00		9 150 000	100,00
Program 403 DEVELOPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES / DEVELOPEMENT OF FISHERY PRODUCTIONS													
Action 93 DEVELOPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES / PROMOTE INTENSIVE FISHERY													
Programme d'appui aux associations de producteurs de poisson / Development of local producers organizations		200 000						-	-	-		-	-
Total Head : 31 MINISTERES DES PECHESES ET DES INDUSTRIES ANIMALES / MINISTRY OF FISHERIES AND ANIMAL INDUSTRIES		9 150 000	9 150 000					9 150 000	9 150 000	100,00		9 150 000	100,00
Head 332 MINISTERE DE L'ELECTRICITE / MINISTRY OF WATER RESOURCES AND ENERGY													
Action 94 DEVELOPEMENT DE LA PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE / DEVELOPMENT OF POWER GENERATION INFRASTRUCTURE													
Projet d'appui aux associations de producteurs d'énergie électrique / Support to OP's		10 121 000	10 121 000					55 737 858	55 737 858	100,00		55 737 858	100,00

FINAL REPORT ON THE EXECUTION OF THE 2017 PUBLIC INVESTMENT BUDGET (PIB ANNEX TO THE REVIEW IAW)

[illegible]

[illegible]BANDS 4T